



Paris La Défense, le 11 juin 2020

CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-07 DU 19 MARS 2020
RELATIVE A LA COMPOSANTE DE SOUTIRAGE DES
PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS
D'ELECTRICITE TURPE 6

Interlocuteurs :

Christophe Béguinet, Administrateur salarié d'Enedis	(06.18.00.12.78)
Wilfried Denoizay, Administrateur salarié de RTE	(06.27.37.04.13)

La CFDT plaide pour un accroissement des relations entre la CRE et les corps intermédiaires, notamment les organisations syndicales. Car la transition énergétique ne pourra se faire qu'avec les salariés et la société civile. C'est pourquoi la CFDT participe activement aux travaux du Comité Prospective organisé par la CRE et que, partout où elle le peut, elle plaide pour une transition juste qui doit concilier la lutte contre le changement climatique et la justice sociale.

La CFDT encourage la CRE à poser un regard spécifique sur la composante de soutirage qui fait l'objet de cette consultation tant elle est structurante dans le juste prix dont chacun doit s'acquitter pour disposer de l'électricité.

Par ailleurs, les ambitions annoncées par le gouvernement français dans le cadre de la loi Energie-Climat et dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie donnent encore plus de relief à l'importance de cette composante dans la tarification de l'usage des réseaux publics de l'électricité.

En effet, les volumes attendus de production d'électricité renouvelable décentralisée ainsi que le développement des usages, particulièrement avec la mobilité électrique modifient profondément les logiques qui prévalaient pour la détermination des coûts d'utilisation des réseaux électriques.

Cependant, la CFDT a toujours souhaité que le TURPE soit le reflet de la réalité des coûts. Les différentes politiques énergétiques y compris celles, nécessaires, qui visent à protéger les plus démunis ou d'autres qui ont vocation à faire du consommateur un acteur du marché doivent s'appuyer sur des mécanismes dédiés. Le TURPE est un tarif d'utilisation d'une infrastructure et n'est ni une taxe ni une redevance. Le TURPE doit s'appuyer sur cette exigence tout en maintenant la philosophie historique de la tarification de l'acheminement soit :

- le principe du timbre-poste,
- le principe de la péréquation tarifaire,

comme il est bien indiqué dans le document de consultation.

La CFDT ne peut imaginer la remise en cause de ces deux acquis essentiels pour notre société et les citoyens qui la composent.

La CFDT souhaite également insister sur la nécessité de donner aux gestionnaires des réseaux publics de l'électricité tous les moyens nécessaires pour réussir la transition énergétique. Ces gestionnaires d'infrastructures ont un rôle essentiel dans cette transition qui nécessite de leur donner les moyens de le remplir.

Enfin, la CFDT prendra garde à ce qu'il ne soit pas fait des salariés des entreprises en charge de la gestion des réseaux publics de l'électricité la variable d'ajustement de l'équation économique du TURPE.

Réponses aux questions de la consultation publique n° 2020-007

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

La CFDT est clairement favorable à l'ensemble des principes énoncés dans le chapitre 1.2.1 du document de consultation.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

La CFDT tient d'abord à saluer l'effort de pédagogie et de transparence de la CRE dans la présentation de la méthodologie recommandée.

Notre demande d'adosser cette composante de soutirage à des coûts réels est satisfaite dans la façon qu'a choisie la CRE d'appliquer ce principe de la tarification au coût marginal.

On peut signaler ici les possibilités qu'offre le comptage communicant pour mettre en œuvre une juste tarification de l'usage des réseaux.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

La CFDT note avec satisfaction que la part puissance évolue favorablement, conformément à ses demandes lors des précédentes consultations. En effet, la tendance proposée par la CRE conduit à faire passer la part puissance de 35 à 44% dans les recettes respectivement du TURPE 5 HTB au TURPE 6 HTB.

La CFDT encourage donc la CRE dans cette proposition d'évolution et souhaite que celle-ci se prolonge sur le TURPE suivant.

Toutefois, la CFDT s'interroge sur l'impact que pourrait avoir le comportement d'optimisation des différents acteurs sur la répartition effective des efforts entre eux telle que présentée dans la figure 61. La CRE indique n'en avoir pas tenu compte. Quel serait l'impact d'une telle optimisation sur la répartition entre les utilisateurs et éventuellement sur l'évolution réelle de la part puissance globale dans les recettes ?

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

Les propositions faites par la CRE vont dans le sens suggéré par la CFDT d'une juste représentation des coûts tout en développant des outils incitatifs pour mieux consommer l'électricité notamment vis-à-vis des gestionnaires de réseaux.

La CFDT est donc favorable aux propositions suggérées dans le dossier de consultation et considère qu'en effet, l'évolution peut être mise en œuvre en une seule fois.

Question 5 : Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

La CFDT souhaite que soit préservée l'option Pointe Mobile pour la HTA. Malgré la complexité du mécanisme, ce dispositif va dans le sens des dispositions prises notamment dans le 4^{ème} paquet Energie récemment validé et qui promeut une consommation « intelligente » de l'électricité avec des signaux tarifaires adaptés.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en oeuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

La CFDT n'a pas d'opposition vis-à-vis du calendrier de mise en œuvre des options à 4 plages temporelles.

Question 7 : Etes-vous favorable à l'évolution des grilles BT \leq 36 kVA ?

La CFDT n'a pas d'opposition vis-à-vis des grilles BT \leq 36 kVA suggérées par la CRE. Il conviendra cependant d'observer précisément comment elles permettent d'adresser le développement du véhicule électrique – nouvel usage très structurant – dans la période d'usage du réseau.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

La CFDT est pleinement favorable à cette disposition a minima pour permettre aux consommateurs concernés de ne pas devoir être confrontés à des estimations et des reconstructions de consommation par poste.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

La CFDT est en effet favorable à cette disposition dans la mesure où, dans le cas contraire, c'est à la communauté dans son ensemble d'en supporter les coûts.

La CFDT souhaite que le TURPE soit le reflet des coûts, dans le cadre des principes structurants énoncés en introduction de cette réponse, et partant retient cette idée que les coûts de relève soient supportés par celles et ceux qui les génèrent en toute connaissance de cause.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Compte tenu des impacts pour les consommateurs tels qu'énoncés dans le document de consultation, la CFDT est plutôt favorable à cette proposition.

Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

L'expérience dont nous disposons sur les dénivelés de puissance sur les consommateurs en Sup 36 kVA nous incite à la prudence. La compréhension et la bonne utilisation de ces contrats pourraient probablement poser des difficultés pour les consommateurs en Inf 36 kVA. La CFDT n'est donc pas particulièrement favorable à cette suggestion.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées

La CFDT est favorable à cette suggestion.

Question 13 : Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

La CFDT le redit, les principes du timbre-poste et de la péréquation tarifaire ne peuvent donner lieu à une quelconque dérogation.

La récente décision prise par le gouvernement d'élargir à 20 km le rayon d'action d'une zone en autoconsommation collective est un très mauvais signal en ce sens.

L'autoconsommation doit donc répondre à l'exigence de reflet de coûts d'usage des infrastructures de réseau mais doit également respecter en tout point les deux principes structurants énoncés ci-dessus.